

## ARRÊTÉ N° 2024\_289

### RELATIF À LA DOTATION GLOBALE 2024 DU SERVICE ETAP'ADO SIS 23 RUE DELIZY À PANTIN GÉRÉ PAR L'ASSOCIATION SAUVEGARDE DE SEINE-SAINT-DENIS

#### LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L. 313-1 à L. 313-9 et L. 314-1 à L. 314-8 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

Vu la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

Vu l'arrêté du président du Conseil départemental n°2022-009 du 10 janvier 2022, renouvelant l'autorisation du service « Etap'Ado » géré par l'association Sauvegarde de Seine-Saint-Denis (ADSEA) sise 20 rue Gallieni, 93000 Bobigny ;

Vu l'élection le 1<sup>er</sup> juillet 2021 de M. Stéphane Troussel à la présidence du Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis ;

Vu l'arrêté du président du Conseil départemental n° 2021-271 du 1<sup>er</sup> juillet 2021 donnant délégation de signature à M. Olivier Veber, directeur général des services du Département ;

Vu les propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2024 transmises le 31 octobre 2023 par l'association Sauvegarde de Seine Saint Denis ;

Vu les propositions de modifications budgétaires formulées par les services départementaux suite à la discussion budgétaire du 25 avril 2024 et transmises au service d'aide à domicile par courriel du 10 juillet 2024 ;

Sur proposition du directeur général des services du Département ;

**ARRÊTE :**

**ARTICLE PREMIER.** - Pour l'exercice 2024, les recettes et les dépenses prévisionnelles du service Etap'Ado géré par l'association Sauvegarde de Seine Saint Denis sont autorisées comme suit :

	<b>Groupes fonctionnels</b>	<b>Montant en €</b>	<b>Total en €</b>
DÉPENSES	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation	91 400,00	1 219 457,73
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	884 452,17	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	243 605,56	
RECETTES	Groupe I : Produits de la tarification	1 066 582,58	1 219 457,73
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	3 500,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Reprise de Résultat 2022	149 375,15	

**ARTICLE 2.** - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte la reprise de résultat suivante :

Compte 11510 pour un montant de 149 375,15 €.

**ARTICLE 3.** - La dotation globale 2024 applicable au fonctionnement du service Etap'Ado géré par l'association Sauvegarde de Seine Saint Denis est fixée à 1 066 582,58 €.

**ARTICLE 4.** - Le règlement de cette dotation annuelle sera effectué par douzièmes mensuels, soit un montant de 88 881,88 € par mois.

**ARTICLE 5.** - En application de l'article R. 314-35 du Code de l'action sociale et des familles, il sera procédé, dès notification de la présente dotation globale, à la régularisation du différentiel entre les douzièmes versés depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et ceux prévus par la dotation 2024 fixée ci-dessus.

**ARTICLE 6.** - Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (TITSS) d'Ile-de-France, sis au Conseil d'État, 1 place du Palais Royal, 75100 Paris cedex 01, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à



compter de sa notification.

**ARTICLE 7.** - Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'association concernée.

**ARTICLE 8.** - Le directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet du Département.

Pour le président du Conseil départemental  
et par délégation,

Date d'affichage du présent acte,  
le

Date de notification du présent acte,  
le

Certifie que le présent acte est devenu exécutoire,  
le